



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réductions d'impôt

Question écrite n° 30592

Texte de la question

M. Jean-Pierre Blazy attire l'attention de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie sur les modalités de réduction d'impôt liées à l'emploi d'un salarié à domicile. Le système actuel prévoit que l'emploi d'un salarié à domicile peut donner lieu à une réduction d'impôt correspondant à 50 % des sommes versées pour cet emploi, sur un maximum de 6 900 euros. Ainsi, les ménages ayant recours à un salarié à domicile peuvent bénéficier d'une réduction d'impôt de 3 450 euros. Néanmoins, cette réduction n'est possible que dans la limite de l'impôt effectivement payé. Ainsi, les personnes faiblement imposées ou non imposées ne peuvent bénéficier des avantages liés à l'emploi d'un salarié à domicile. Le besoin de recourir à une aide ménagère ou à un employé de maison peut pourtant toucher indifféremment toutes les familles, quel que soit leur revenu. Les personnes faiblement imposées ou non imposées ont en général des revenus modestes, et l'emploi d'un salarié à domicile représente pour eux un effort considérable. Pourtant, ce mécanisme favorise bien les personnes aux revenus élevés. De ce fait, certains peuvent être tentés de recourir au travail au noir. Il lui demande de quelle manière il envisage de remédier à cette injustice sociale flagrante. Il lui suggère de mettre en place un mécanisme de crédit d'impôt, mesure qui permettrait à tout le monde de bénéficier du dispositif.

Texte de la réponse

Les réductions d'impôt ont pour objet d'alléger l'impôt sur le revenu dû par les contribuables qui engagent des dépenses à vocation sociale ou économique, afin de les inciter à engager ces dépenses. Ainsi, celle relative à l'emploi d'un salarié à domicile est destinée à favoriser l'emploi dans le secteur des services aux personnes, notamment les personnes âgées, et à mieux prendre en compte les frais exposés par les familles pour la garde de leurs enfants. Une réduction d'impôt ne peut donc, par nature, apporter une aide fiscale au contribuable qui est non imposable. Comme toutes les réductions d'impôt, celle relative à l'emploi d'un salarié à domicile n'est donc imputable que dans la limite de la cotisation d'impôt sur le revenu dont l'intéressé est redevable et ne peut donner lieu à remboursement. Le mécanisme du crédit d'impôt remboursable doit rester exceptionnel, compte tenu de son caractère complexe et dérogatoire. Cela étant, différentes mesures fiscales et sociales favorables aux personnes dont le recours à une aide à domicile est tout particulièrement nécessaire permettent déjà d'alléger la charge financière qu'une telle dépense constitue pour elles. Ainsi, les descendants des personnes âgées qui remplissent les conditions pour bénéficier de l'allocation personnalisée à l'autonomie peuvent bénéficier de la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile au titre des dépenses qu'ils supportent personnellement à raison de l'emploi d'un salarié au domicile de leur ascendant. Par ailleurs, l'allocation personnalisée à l'autonomie qui est également exonérée d'impôt sur le revenu permet une meilleure prise en charge des dépenses supportées par les personnes âgées dépendantes les plus modestes. Ces différentes mesures sont de nature à répondre aux préoccupations exprimées.

Données clés

Auteur : [M. Jean-Pierre Blazy](#)

Circonscription : Val-d'Oise (9^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 30592

Rubrique : Impôt sur le revenu

Ministère interrogé : économie

Ministère attributaire : économie

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 15 décembre 2003, page 9559

Réponse publiée le : 1er juin 2004, page 4039